

OTC

AU HAUT-KARABAKH, L'ARMÉNIE ABANDONNERA-T- ELLE SON PASSÉ POUR L'ILLUSION DE LA PAIX ?

Par Ardavan Amir Aslani, avocat et essayiste, spécialiste du Moyen-Orient.

La résolution du conflit autour de la souveraineté sur l'Artsakh passera-t-elle par une abdication des droits de l'Arménie sur ce territoire ? Encore officieuse, cette possibilité semble se dessiner à Erevan et redonnerait de facto la pleine souveraineté sur le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, résolvant un conflit de plus d'un siècle entre les deux pays.

Si pour l'heure, rien n'est explicite du côté des autorités arméniennes, analystes et diplomates ont noté un changement rhétorique évident lorsqu'en mars dernier, l'Arménie a déclaré qu'elle ne s'opposerait pas à une reconnaissance mutuelle, avec l'Azerbaïdjan, de l'intégrité territoriale des deux pays - ce qui revient à reconnaître la souveraineté azérie sur le Haut-Karabakh. Elle n'a posé qu'une seule condition, la garantie des « droits et libertés » des quelque 150 000 Arméniens de souche vivant dans l'enclave depuis les années 1990, et dont l'avenir deviendrait particulièrement incertain si d'aventure cette reconnaissance était actée. Pour le gouvernement arménien, cette évolution découlerait d'une

pénible constatation : il ne sera pas en mesure de regagner ni de conserver le contrôle de l'Artsakh. Le ministère arménien des Affaires étrangères justifie donc ce recul en faisant du conflit au Haut-Karabakh « non pas une question territoriale, mais une question de droits ».

L'un et l'autre sont pourtant indissociables et constituent le cœur d'un conflit où ni l'Azerbaïdjan, ni l'Arménie, ne parviennent à assurer leur supériorité l'un sur l'autre. L'Azerbaïdjan revendique l'Artsakh comme l'une de ses possessions féodales, mais la présence culturelle et ethnique des Arméniens y est attestée depuis l'Antiquité. A l'époque moderne, le conflit s'est exacerbé après la décision de Staline d'accorder la souveraineté sur le Haut-Karabakh, où vivaient en 1920 près de 90% d'Arméniens, à l'Azerbaïdjan, dans le but de fidéliser cette nouvelle république soviétique musulmane face à la Turquie. Ce sont donc deux légitimités historiques et territoriales qui s'affrontent, l'une revendiquant une appartenance vieille de 70 ans, l'autre une histoire multiséculaire, mais également deux principes, l'intangibilité des frontières et le droit à l'autodétermination des peuples, qui ont rendu toute entente politique impossible jusqu'à aujourd'hui.

Bien que l'Arménie elle-même n'ait jamais reconnu l'indépendance de la république de l'Artsakh, elle considère que le statut de la région doit être déterminé uniquement par la volonté de son peuple. Pour la population arménienne, et jusqu'au Premier ministre Nikol Pachinian (qui déclarait en 2019 que « l'Artsakh est l'Arménie, et c'est tout », et en 2020 « sans le Karabakh, il n'y a pas d'Arménie »), la parenté culturelle entre les deux entités demeure incontestable. Face à la guerre de « reconquête » déclenchée par l'Azerbaïdjan en septembre 2020, l'Arménie a ainsi envisagé de reconnaître enfin l'indépendance du Haut-Karabakh en se basant sur le concept de « sécession-remède » issu du droit international, qui reconnaît au peuple d'un territoire le droit de faire sécession s'il est victime d'une oppression. Cette position n'a pourtant fait l'objet d'aucune suite et s'oppose diamétralement à celle désormais observée officieusement par le gouvernement arménien, qui rappelle, comme pour justifier son recul, que l'ONU reconnaît la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh et que les droits des résidents azéris doivent y être respectés.

Mais tout comme ceux des résidents arméniens ! Pourquoi, alors que l'Histoire appuie sa légitimité, l'Arménie semble-t-elle aujourd'hui prête à renoncer à son passé ? La situation locale et le contexte international apportent des éléments de réponse. Douter qu'elle réussisse à revenir à la situation de 1994 et à obtenir un

soutien international pour défendre sa légitimité sur l'enclave, l'Arménie préfère faire preuve de réalisme et céder ses droits territoriaux contre la garantie que la population arménienne locale sera protégée par l'Azerbaïdjan. La création d'un statut autonome spécial accordé au Haut-Karabakh et à ses résidents, qui pourraient y bénéficier de droits culturels et d'une relative autonomie si l'Arménie y reconnaissait la souveraineté azérie, fut longtemps une promesse de Bakou. Mais depuis sa victoire de l'automne 2020, son discours s'est nettement durci, et rien ne garantit plus que les 150 000 Arméniens de l'Artsakh verront leurs droits protégés. Dans les faits, que ce soit lors de la victoire de l'Arménie en 1994, ou de l'Azerbaïdjan en 2020, les populations de chacun des deux pays ont dû trouver refuge dans leur patrie d'origine.

Par ailleurs, les enjeux géopolitiques de la guerre en Ukraine inquiètent singulièrement l'Arménie, qui craint de devenir l'otage des intérêts de Moscou et de voir sa propre souveraineté remise en cause au profit de l'Azerbaïdjan, voire de la Turquie. Consciente que la solution ne viendra pas de la Russie, pourtant force de maintien de la paix au Haut-Karabakh, Erevan préfère régler ses différends directement avec ses deux voisins, sans médiateur extérieur. La normalisation des relations avec Ankara suit donc de près les négociations avec Bakou, dans une volonté manifeste pour l'Arménie de raffermir sa position dans la région.

C'est sans compter sur le radicalisme de l'Azerbaïdjan, convaincue d'être en position de force, qui se refuse à la considérer d'égal à égal et n'accepterait de négocier sur le statut de l'Artsakh que par l'entremise de la Russie. Déjà déconsidérée, l'Arménie n'a donc aucun intérêt à céder sur ses droits et ses revendications : elle y perdrait considérablement, à la fois en crédit diplomatique et en souveraineté, ce qui la rendrait particulièrement vulnérable face à ses ambitieux voisins.

2.Le courriel d'Erevan

5 avril 2022

Nikol Pachinian approuve la composition de la commission professionnelle de réforme constitutionnelle

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a approuvé la composition d'une commission professionnelle sur les réformes constitutionnelles.

La commission comprend Anahit Manasyan, David Hakobyan, Rafik Grigoryan, Artem Geghamyan et Lusine Hakobyan, titulaire d'un master en droit de l'université Queen Mary de Londres.

En décembre 2021, il a été signalé que le processus de dissolution de la Commission professionnelle de réforme constitutionnelle, établie par le décret du Premier ministre n° 181-A du 12 février 2020, avait commencé et que le processus de formation du Conseil de réforme constitutionnelle avait été lancé. Selon la décision de M. Pachinian, le Conseil de réforme constitutionnelle qui sera formé comprendra : le ministre de la Justice de la République d'Arménie, qui présidera le Conseil ; le représentant de l'Arménie à la Cour européenne des droits de l'homme ; le président de la Commission permanente de l'Assemblée nationale sur les affaires d'État et juridiques (avec accord) ; le défenseur des droits de l'homme (avec accord) ; un député de chaque bloc de l'Assemblée nationale (avec accord) ; un représentant du Conseil judiciaire suprême (avec accord) ; trois représentants des partis et blocs politiques qui n'ont pas été élus au parlement ; ainsi que des représentants d'organisations de la société civile.

Le 24 janvier, lors d'une conférence de presse en ligne, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a déclaré que la création du Conseil des réformes constitutionnelles ne signifie pas que le processus se terminera par la révision de la loi fondamentale du pays. Ainsi, selon Pachinian, en initiant le processus, la majorité politique, après 4 ans au pouvoir, vise à mener un « audit politique » de la Constitution de l'Arménie. Il est possible que des modifications législatives soient adoptées à la suite de cet « audit ». Dans le même temps, comme l'a souligné le chef du gouvernement, la majorité politique n'envisage pas de revenir

à une forme de gouvernement semi-présidentielle ou présidentielle, comme l'avait déjà déclaré M. Pachinian. Selon lui, après avoir « surmonté la crise par des élections » en juin 2021, le gouvernement actuel est arrivé à la conclusion qu'une forme parlementaire de gouvernement est la meilleure solution pour l'Arménie moderne.

3.Le courriel d'Erevan

4 avril 2022

[Félicitations réciproques entre Vladimir Poutine et Nikol Pashinyan \(courrier.am\)](#)

Félicitations réciproques entre Vladimir Poutine et Nikol Pashinyan

À l'occasion du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Russie et l'Arménie, Vladimir Poutine a adressé ses félicitations au président arménien Vahagn Khatchaturyan et au Premier ministre Nikol Pashinyan qui lui a répondu à son tour.

Le 3 avril 1992, l'Arménie et la Russie signaient un mémorandum sur l'établissement de leurs relation diplomatiques. Depuis 30 ans, les deux pays entretiennent une coopération étroite dans tous les domaines. C'est ce qu'a commencé par rappeler le président russe : « *Un dialogue politique significatif est maintenu entre la Russie et l'Arménie, une coopération fructueuse se développe dans les domaines commercial, économique, scientifique, technique, humanitaire et bien d'autres* ».

Évoquant à demi-mots les derniers développements sécuritaires dans la région, Vladimir Poutine en n'a pas manqué de louer les efforts coordonnés de Moscou et Erevan « *dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective, de l'Union économique Eurasiatique, de la Communauté des États indépendants et d'autres structures internationales. La mise en œuvre cohérente des accords*

trilatéraux conclus en 2020 et 2021 contribue à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du Caucase du Sud ». Il s'est dit convaincu que « la poursuite du renforcement des liens amicaux et alliés russo-arméniens répond aux intérêts fondamentaux » des peuples des deux pays.

Le président Poutine a enfin souhaité au président et au Premier ministre arméniens bonne santé et succès, ainsi que « *paix et prospérité* » aux citoyens du pays.

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinian a de même adressé un message de félicitations au président de la Fédération de Russie en ces termes :

« Cher Vladimir Vladimirovitch,

Je vous félicite cordialement à l'occasion d'un anniversaire remarquable, le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République d'Arménie et la Fédération de Russie.

Au cours des dernières décennies, grâce à des efforts conjoints, les relations arméno-russes ont été portées au plus haut niveau de partenariat allié, comme le prouve le développement durable de toutes les sphères de la coopération interétatique.

Le cadre juridique bilatéral, stable et en constante évolution, repose sur le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République d'Arménie et la Fédération de Russie, dont nous célébrerons le 25e anniversaire de la signature en août de cette année, ainsi que sur la Déclaration sur la coopération interalliée pour le XXIe siècle.

Les relations alliées entre l'Arménie et la Russie sont fondées sur les profondes traditions séculaires d'amitié et de fraternité. Ce puissant facteur d'unification est la base de la promotion d'une coopération efficace entre nos pays dans les domaines militaro-politique, économique, industriel, commercial, interrégional, humanitaire et scientifico-éducatif.

Grâce à un dialogue politique actif et à la mise en œuvre cohérente d'accords de haut niveau, nous continuons à coordonner la politique étrangère dans le cadre d'unités d'intégration sur la scène internationale, telles que l'Organisation du traité de sécurité collective, l'Union économique eurasienne et la Communauté

des États indépendants.

Nous apprécions hautement les efforts de la Fédération de Russie et votre contribution personnelle à la concrétisation d'un cessez-le-feu dans la zone de conflit du Haut-Karabakh, ainsi qu'à la garantie de conditions de vie favorables dans le Haut-Karabakh. J'espère que les activités des forces russes de maintien de la paix serviront à renforcer le régime de cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh, garantiront la vie paisible des habitants du Haut-Karabakh sur leurs terres.

Je suis convaincu que tous ces efforts conduiront à la stabilité et à la sécurité dans notre région, et que les efforts de médiation ultérieurs de la Russie, y compris dans le cadre des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, viseront entièrement à un règlement politique et diplomatique du conflit.

La communauté arménienne de Russie apporte également une contribution précieuse au renforcement de l'amitié entre nos pays.

Je suis persuadé que le désir mutuel d'approfondir la coopération arméno-russe et le dialogue confiant au plus haut niveau prédétermineront désormais nos efforts communs au profit de nos pays, pour renforcer la stabilité et la sécurité dans le Caucase du Sud, ce qui est sans aucun doute dans l'intérêt stratégique de nos peuples et de nos États. »

4.Le Monde

3 avril 2022

LE DRONE TURC QUI GALVANISE LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

Le drone Bayraktar a infligé de telles pertes aux envahisseurs russes qu'une chanson en son nom est devenue populaire dans toute l'Ukraine.

Bayraktar signifie « porteur de drapeau » en turc, mais c'est aussi le patronyme du gendre du président Recep Tayyip Erdogan, Selçuk Bayraktar, dont l'entreprise produit, d'abord pour l'armée turque, puis pour l'exportation, des

drones de plus en plus redoutables. Le Bayraktar TB2, testé à partir de 2014, peut voler pendant plus d'une journée d'affilée, dans un rayon de 150 kilomètres, avec l'électronique nécessaire pour frapper sa cible de jour comme de nuit.

Ce drone a permis, une fois la Turquie engagée aux côtés du gouvernement internationalement reconnu en Libye, de détruire les batteries antiaériennes du camp adverse, au printemps 2020, contribuant à la débandade des mercenaires russes du groupe Wagner. Quelques mois plus tard, c'est l'Azerbaïdjan qui profite de l'efficacité des TB2 pour contraindre l'Arménie à se retirer du Haut-Karabakh. Les drones turcs sont mis en valeur lors du « défilé de la victoire », à Bakou, en décembre 2020, en présence d'Erdogan.

Un chant de résistance

L'Ukraine acquiert en septembre 2019 un premier lot de six Bayraktar TB2, dont l'un est utilisé, deux ans plus tard, pour bombarder une position des séparatistes prorusses dans le Donbass. Kiev dispose d'une vingtaine de ces drones lors de l'invasion russe du 24 février et les utilise pour détruire en quelques jours une dizaine d'hélicoptères, autant de batteries antiaériennes et une demi-douzaine de blindés ennemis. Sont particulièrement spectaculaires les dommages infligés à certains convois russes, dont les images de véhicules calcinés font le tour du monde.

Les performances du TB2 sont telles que l'Ukraine renouvelle ses dotations dès les premiers jours du conflit, les drones turcs transitant sans doute par le territoire polonais. Le Bayraktar contribue ainsi significativement à endiguer l'avancée russe et à contraindre l'agresseur à une guerre de positions, certes dévastatrice pour l'Ukraine, mais beaucoup plus coûteuse pour le Kremlin.

C'est à un soldat ukrainien que l'on devrait la composition de Bayraktar, une chanson à la gloire du drone turc, dont les couplets vengeurs sont scandés lors des manifestations contre l'invasion russe :

« Les moutons sont venus de l'est pour "restaurer un grand Etat", mais le meilleur gardien de troupeaux est/Bayraktar/Leurs arguments étaient leurs armes diverses, leurs puissants missiles et toute leur artillerie, mais nous avons un commentaire à lancer d'en haut/Bayraktar. »

Le clip de la chanson, éventuellement sous-titré en anglais ou en arabe, devient

bientôt viral, illustré d'images de frappes aériennes ou de convois incendiés. Le couplet final se veut à la fois menaçant et déterminé :

« Les minables propagandistes du Kremlin tentent de faire avaler leurs mensonges, mais une nouvelle étoile se lève devant leur tsar/Bayraktar. »

La chanson circule dans toute l'Ukraine, y compris dans les zones sous occupation russe, comme a pu en témoigner le directeur du théâtre de Kherson, interviewé par Le Monde juste après sa libération.

Les leçons d'Istanbul

Le drone Bayraktar n'est pas seulement un atout maître aux mains de l'armée ukrainienne, c'est aussi pour Ankara un précieux moyen de gérer au mieux sa très délicate relation avec Moscou. La Turquie n'a pas oublié la tiédeur du soutien de l'OTAN lorsque, à l'automne 2015, l'intervention directe de la Russie en Syrie a favorisé les incidents, voire les provocations à la frontière syro-turque. Erdogan s'est trouvé bien seul face à Poutine après qu'un Sukhoï-24 a été abattu par l'aviation de la Turquie pour avoir violé son espace aérien. Ankara a dû alors multiplier les gestes d'apaisement envers le Kremlin, avant d'abandonner, un an plus tard, les insurgés d'Alep et de nouer un partenariat durable, quoique conflictuel, avec la Russie sur le dossier syrien. La carte ukrainienne reste cependant essentielle pour Erdogan, qui s'est rendu à Kiev, trois semaines avant l'invasion russe, entre autres pour approfondir la coopération en matière de défense, avec un projet déjà avancé de production locale de drones de combat.

Le Kremlin accorde une priorité absolue à la neutralisation de ces drones de combat

L'état-major russe a révélé son obsession pour le Bayraktar en déclarant, le 25 mars, que trente-cinq des trente-six TB2 de l'armée ukrainienne auraient été détruits en un mois d'invasion. Un tel bilan, selon lequel trois quarts de l'aviation ukrainienne auraient également été détruits, n'a aucune valeur en soi, mais il confirme néanmoins deux points essentiels : les livraisons de Bayraktar par la Turquie se sont bien poursuivies après le début de l'offensive russe, d'une part, et le Kremlin accorde une priorité absolue à la neutralisation de ces drones de combat, d'autre part.

Le lendemain, Moscou accuse d'ailleurs Bakou d'avoir violé le cessez-le-feu

conclu sous l'égide russe en frappant des positions arméniennes avec au moins un drone Bayraktar. Malgré cette mise en cause indirecte de la Turquie, la Russie n'en accepte pas moins de participer aux négociations avec l'Ukraine qui s'ouvrent, en présence d'Erdogan, le 29 mars à Istanbul, dans le palais du dernier sultan ottoman. Les deux parties russe et ukrainienne s'accordent à qualifier ces pourparlers de « substantiels », même si aucune percée n'a été réalisée.

La contribution décisive de la Turquie à l'armement de l'Ukraine, loin d'invalider sa médiation avec la Russie, l'a donc confortée. Une leçon qui devrait être méditée dans les capitales européennes.

5.Conflits : Revue de Géopolitique

5 avril 2022

[Nouvelle donne dans le Sud Caucase | Conflits : Revue de Géopolitique \(revueconflits.com\)](http://revueconflits.com)

Nouvelle donne dans le Sud Caucase

par [JOHN MACKENZIE](#)

Tandis que l'armée russe s'enlise en Ukraine, le sort des Arméniens du Karabagh qui doivent leur survie aux forces de maintien de la paix de Moscou est de plus en plus incertain.

« *Nous sommes comme des brebis enfermées dans une cage, entourés de loups aux dents longues. Les loups n'attendent qu'une occasion pour que la grille s'ouvre et déchiquètent leur proie* ». En déplacement en France à l'invitation de l'ONG, SOS Chrétiens d'Orient, le primat du diocèse d'Artsakh de l'Église arménienne Apostolique Mgr Vrtanès Aprahamian ne pouvait être plus explicite. La portion congrue de territoire qui échappe encore au contrôle de l'Azerbaïdjan après la guerre des 44 jours de l'automne 2020 sera-t-elle anéantie à la faveur de

l'affaiblissement de la Russie ?

C'est pourtant une évidence, les Arméniens ont beaucoup à craindre de l'enlèvement russe en Ukraine. La veille du déclenchement du conflit, le président azéri Ilham Aliyev était à Moscou pour conclure une sorte de pacte de non-agression. De quoi nourrir de sérieuses inquiétudes en Artsakh, petite république autoproclamée indépendante en 1991, qui depuis novembre 2020 a confié sa destinée à la seule Russie et ses 2 000 soldats de maintien de la paix. Rien d'étonnant si le russe a été décrété seconde langue officielle de la république quelques semaines après le cessez-le-feu. Car l'Arménie, grande perdante de la guerre, ne peut plus prétendre à son statut d'État garant de l'intégrité de sa petite sœur doublement enclavée et à la merci d'un nettoyage ethnique de la part de l'Azerbaïdjan.

A lire aussi : [Fenêtre sur le monde. Conflit au Haut-Karabagh](#)

En dépit d'une victoire militaire obtenue de haute lutte en 1994, les forces arméniennes n'avaient pu traduire cet avantage en victoire politique, l'Artsakh n'ayant été reconnu ni par la communauté internationale, ni même par la République d'Arménie. Erevan n'ayant jamais voulu reconnaître l'Artsakh, du moins seule, afin de ne pas apparaître comme pays belligérant aux yeux de la communauté internationale ; le contrôle de 14% du territoire reconnu comme azerbaïdjanais serait perçu comme une annexion de la part de l'Arménie. Ce qu'aucune résolution de l'ONU n'avait établi à ce jour. Depuis la défaite de 2020, aucun haut dirigeant arménien, à l'exception du catholicos Karekine II, patriarche suprême de l'Église nationale, ne s'est rendu à Stepanakert. Tandis que la société arménienne et sa classe politique ultra polarisée peinent à se relever du traumatisme de la défaite, l'Azerbaïdjan considère la question du Karabagh comme réglée.

Selon un décompte établi par le Défenseur des droits arméniens, **près de 1 500 monuments arméniens seraient passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan après le conflit.** Parmi eux figurent **161 monastères et églises**, 345 pierres tombales historiques et 591 khatchkars (pierres croix). Une partie a été détruite, sans émuover l'UNESCO, tandis que la cathédrale Saint-Sauveur de Chouchi a subi des « travaux de restauration » visant à lui ôter toute trace de son passé arménien.

Un nettoyage ethnique à petit feu

Depuis le 8 mars, les quelque 110 000 habitants du Karabagh sont privés de gaz naturel et donc de chauffage. Le principal gazoduc fournissant du gaz provenant d'Arménie a été endommagé par les forces azerbaïdjanaises au niveau de la ville de Chouchi, interdisant aux forces russes d'intervenir. Si des travaux de réparation ont été réalisés le 19 mars, deux jours plus tard, la population arménienne s'est retrouvée à nouveau privée de gaz, alors que les températures hivernales descendent en dessous de zéro. Conséquence : les boulangeries locales se sont vues dans l'incapacité de cuire du pain, créant une pénurie. Les écoles ont été fermées faute de chauffage. Suffisant pour que Stepanakert crie au « terrorisme humanitaire ».

Le 11 mars 2022, la page Facebook de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh a été piratée pour afficher une annonce demandant aux habitants de la région d'Askeran de quitter leur domicile dans un délai d'une semaine. Des tirs réguliers avec des armes de différents calibres, y compris des mortiers, ont été signalés dans des villages situés le long de la ligne de contact, notamment Khramort, Khnapat, Nakhijevanik, Nor Shen, Karmir Shuka, Khnushinak et Parukh. En raison des coups de feu, les travaux agricoles des villageois ont été entravés ; des machines agricoles ont été endommagées dans le village de Nakhijevanik. Des bâtiments du village de Parukh ont également été endommagés à la suite de l'intensification des bombardements entre le 8 et le 12 mars. Des civils ont également été blessés. Le 15 février 2022, les forces armées azerbaïdjanaises ont tiré sur un habitant du village de Khnapat qui effectuait des travaux agricoles dans un champ. En raison des bombardements intenses et de la menace réelle, les enfants ont été évacués du village de Khramort le même jour. Le 25 mars, la partie arménienne a subi trois morts et 14 militaires ont été blessés à la suite des attaques des forces armées azerbaïdjanaises. Le 24 mars, l'Azerbaïdjan a lancé un assaut militaire contre le village de Parukh, dans la région d'Askeran en Artsakh. Il a continué à attaquer les positions de l'Armée de défense d'Artsakh tout au long de la nuit, se poursuivant le lendemain. L'utilisation de drones Bayraktar TB-2 de fabrication turque a fait 14 blessés du côté arménien. Trois militaires sont morts. Les Casques bleus russes auraient négocié avec les forces armées azerbaïdjanaises pour se retirer sur les positions qu'ils occupaient le 23 mars. Cependant, les troupes azerbaïdjanaises sont restées à Parukh, et de nouveaux coups de feu ont été signalés le 26 mars.

Et on ne compte plus les actions d'intimidations menées par des soldats azéris contre les populations civiles où par le biais de haut-parleurs ils terrorisent la population pour les pousser au départ. Des menaces qui misent à exécution dans les villages de Khramort, Nakhijevanik, Nor Shen et Taghavard passés sous le contrôle azéri par la force des armes. Outre ces méthodes d'intimidation, les forces armées azerbaïdjanaises diffusent l'appel à la prière sur des haut-parleurs, dans l'optique de rappeler aux populations arméniennes qu'elles doivent se soumettre à la loi de l'occupant.

Le gouvernement azerbaïdjanais continue d'employer diverses tactiques pour détruire les infrastructures essentielles nécessaires à la vie quotidienne des habitants du Karabagh. La perturbation du gazoduc qui transite par le territoire sous contrôle azerbaïdjanais et les obstacles créés par la partie azerbaïdjanaise pour sa réparation sont la preuve évidente d'une telle politique. Dans de telles circonstances, il est évident que l'objectif principal de l'Azerbaïdjan est l'expulsion des Arméniens de souche en créant des conditions de vie défavorables, ainsi qu'une atmosphère de peur parmi la population arménienne.

Un nouvel ordre régional

Si le président Macron dans un entretien accordé au magazine *Nouvelles d'Arménie*, assure que les Arméniens pourront compter sur « *le soutien indéfectible de la France* » et sur « *sa mobilisation* » pour obtenir un « *traité de paix respectant les exigences de sécurité et de dignité* », pour l'heure le poids de la balance penche en faveur de l'Azerbaïdjan et de la perspective de nouvelles livraisons de gaz en vue de pallier les pénuries provoquées par la guerre en Ukraine. Naguère incontournable, le Groupe de Minsk de l'OSCE coprésidé par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni est en état de mort cérébrale. Et l'isolement des Arméniens que plus criant.

Erevan a donc fini par admettre que l'Arménie ne sera pas en mesure de conserver le contrôle de l'Artsakh, ouvrant la voie à l'Azerbaïdjan pour recouvrer la pleine souveraineté sur le territoire et augurant un avenir incertain pour les résidents arméniens de la région. La concession n'a pas été faite explicitement, mais plutôt via un changement manifeste dans la rhétorique officielle d'Erevan. Après que l'Azerbaïdjan à la mi-mars ait offert un nouveau cadre pour résoudre le conflit, qui comprenait une reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale des deux pays - ce qui signifierait en fait que l'Arménie reconnaîtrait la souveraineté

azerbaïdjanaise sur le Karabakh - l'Arménie a déclaré qu'elle ne s'y opposait pas, ajoutant seulement qu'elle s'attachait à une certaine « *garantie des droits et libertés* » des Arméniens qui y vivent. Passée au second plan, la question du statut pour l'Artsakh ne se pose pas pour Bakou qui a bien fait comprendre qu'elle ne souhaitait pas que l'ancienne région autonome ne puisse bénéficier d'un statut d'autonomie politique ou encore culturelle. Compte tenu du haut degré de haine anti arménienne entretenu par vingt ans de propagande d'État, il y a fort lieu de croire que toute coexistence pacifique paraît hautement improbable.

De son côté, l'Arménie, qui a entamé un périlleux processus de normalisation avec la Turquie, n'a pas encore dévoilé la nature des concessions (territoriales) vis-à-vis de l'Azerbaïdjan qu'elle devra opérer pour parvenir à une ouverture de la frontière et d'ambassades en Arménie et en Turquie. Ces concessions se matérialiseront sans doute par la perte de nouveaux territoires stratégiques le long de la sinueuse frontière arméno-azerbaïdjanaise, ou encore du tracé d'une nouvelle route reliant l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan et à la Turquie à travers une portion de territoire arménien dans la bande montagneuse du Siunik. Comme si à Erevan la gestion de crise prédominait sur l'élaboration d'une politique étrangère proactive tenant compte de l'intérêt suprême d'un État à la souveraineté limitée par l'hégémon russe. Sommes-nous retournés à la case départ, c'est-à-dire à la situation prévalant avant le printemps arménien de 1988 ?

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

[Inquiétudes à Stepanakert quant au soutien de l'Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/Inquietudes-a-Stepanakert-quant-au-soutien-de-l-Armenie)

Inquiétudes à Stepanakert quant

au soutien de l'Arménie

Les temps semblent bien lointains où le premier ministre arménien Nikol Pachinian, s'exprimant devant une foule électrisée, rassemblée sur la place centrale de Stepanakert, le 5 août 2019, concluait un discours prophétique sur l'Arménie à l'horizon en 2050 par ces mots : « L'Artsakh (Haut-Karabagh), c'est l'Arménie... un point c'est tout ! » Le premier ministre d'Arménie, qui n'est pas retourné à Stepanakert depuis la défaite arménienne dans la guerre de l'automne 2020, doit rencontrer le président azerbaïdjanais Ilham Aliev le 6 avril à Bruxelles pour relancer des négociations sous l'égide du président du Conseil européen Charles Michel, et il entend inscrire à l'ordre du jour de ces discussions la question du Haut-Karabagh, qui a été tout simplement occultée dans la déclaration en cinq points que l'Azerbaïdjan a soumise à Erevan comme socle des négociations en vue d'un traité de paix global et durable. Et pour cause, Aliev estimant qu'il n'y a plus de question du Haut Karabagh, ni même de Haut-Karabagh, depuis la victoire militaire azérie. L'Arménie a estimé acceptable ce texte de départ, qui met l'accent sur la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale, tout en soulignant qu'il était incomplet, dans une référence explicite à la question du Karabagh. Reste à savoir en quels termes Pachinian entend poser la question à Aliev... Les propos qu'il a tenus en amont de cette rencontre ont suscité certaines inquiétudes au Karabagh où l'on redoute, comme d'ailleurs au sein de l'opposition en Arménie même, que le dirigeant arménien fasse d'autres concessions à la partie azérie. Pachinian a en effet souligné la nécessité de garantir les droits et la sécurité des Arméniens du Karabagh, mais sans évoquer la question, fondamentale au regard du processus de négociations sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE, du statut de la région arménienne, et les assurances prodiguées à ce sujet par le ministre des affaires étrangères d'Arménie Ararat Mirzoyan, en marge de la visite à Erevan vendredi 1^{er} avril, de son homologue polonais Szbignew Rau, n'ont pas suffi à dissiper les craintes. Ainsi, un représentant des autorités arméniennes du Haut Karabagh a déploré lundi que l'Arménie avait non seulement cessé d'être la garante de la sécurité du territoire arménien, mais faillait aussi à son devoir de lui apporter son soutien diplomatique. Ce serait la raison pour laquelle, selon Hayk Khanumian, le ministre du Karabagh en charge des régions et des infrastructures publiques, un nombre croissant d'Arméniens du Karabagh appelle à la tenue d'un referendum sur l'intégration du territoire à la Russie. "La République d'Arménie avait

vocation à être la garante de notre sécurité, et de fait, elle ne peut plus remplir cette mission”, a déclaré Khanumian, dans une interview accordée au Service arménien de RFE/RL, en ajoutant : “Le contingent russe de soldats de la paix n’a pas mandat pour assurer une telle protection. Aussi, ces gens cherchent-ils à soulever tout simplement la question de la sécurité. Ils veulent être protégés”. “La défense ne se réduit pas à des armes et des munitions”, a poursuivi le ministre du Karabagh, en précisant : “C’est un ensemble de mesures. La diplomatie, la mission diplomatique en constitue une part importante, et elle est dans une passe très difficile ces jours-ci. Je parle de l’Arménie. ». “Il arrive souvent non seulement qu’elle n’effectue pas ses missions, mais qu’elle ne se voit attribuer aucune mission. Les instances définissant la politique étrangère [de l’Arménie], dont le personnel diplomatique est supposé exécuter les ordres, sont dans la confusion ou ne fonctionnent pas normalement sur la question de l’Artsakh et de la défense”, a ajouté Khanumian, dans cet entretien diffusé deux jours avant la rencontre de Pachinian et d’Aliyev, dont les discussions sous l’égide de l’UE sont censées porter sur le “traité de paix” arméno-azéri voulu par l’Azerbaïdjan, qui a présenté le format le mois dernier. Bakou a articulé ce traité autour de cinq principes, dont le plus important et éventuellement lourd de conséquences pour le statut du Haut Karabagh, la reconnaissance mutuelle par les deux pays signataires de leur intégrité territoriale. Pachinian avait déclaré le 31 mars que Erevan était prêt à négocier un accord de paix sur la base de ces principes. Mais en évitant d’évoquer la question du statut du Karabagh, Pachinian a alimenté les soupçons de l’opposition et d’autres détracteurs de sa politique selon lesquels le gouvernement arménien serait prêt à reconnaître la souveraineté de l’Azerbaïdjan sur le Karabagh. Le chef de la diplomatie arménienne Ararat Mirzoyan s’était employé à rectifier le tir le 1^{er} avril en soulignant que Erevan s’efforcerait d’inclure la question du statut dans l’agenda des négociations sur un accord de paix. Le 26 mars, les autorités du Karabagh avaient appelé le président russe Vladimir Poutine à déployer davantage de soldats russes au Karabagh, en arguant du fait que le contingent de 2 000 soldats déployés pour cinq ans dans la région selon les termes de l’accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 ne suffisait pas pour mener à bien cette mission. Cet appel était lancé deux jours après une nouvelle attaque des forces azéries sur un village de l’est du Karabagh qui sera occupé ainsi que les hauteurs environnantes au terme de violents combats avec les forces arméniennes du Karabagh. Les combats, qui firent trois morts côté arménien, cesseront après l’intervention des soldats de la

paix russes qui obtiendront le retrait des soldats azéris du village arménien mais pas de certaines hauteurs voisines. Khanumian a estimé que la situation actuelle dans la zone du conflit ne laissait pas aux Arméniens du Karabagh d'autre choix que de s'en remettre à leurs soldats et autres forces présentes pour assurer leur sécurité.

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 5 avril 2022

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

L'Arménie n'a pas à craindre de pénuries alimentaires selon un expert de la FAO

Alors que la guerre en Ukraine et les sanctions qui frappent la Russie font craindre des pénuries et des émeutes de la faim dans nombre de pays d'Afrique et d'Asie qui se fournissent dans ces deux pays, principaux exportateurs de céréales et d'autres cultures basiques pour leur alimentation, un haut représentant de l'agence onusienne en charge des produits alimentaires a indiqué lundi 4 avril que l'Arménie n'aurait probablement pas à faire face à des pénuries graves de denrées alimentaires. "La situation dans le pays en termes de sécurité alimentaire ne peut pas être qualifiée d'alarmante, dans l'immédiat", a indiqué Raimund Jehle, le représentant en Arménie de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une agence de l'Onu basée à Rome, cité par le Service arménien de RFE/RL. "Il y a des problèmes liés à l'accès aux engrais et autres produits essentiels", a-t-il ajouté, en précisant toutefois que "le gouvernement arménien déploie tous ses efforts pour faire en sorte que ces produits parviennent aux agriculteurs". La FAO avait fait savoir le mois dernier que les prix internationaux des produits alimentaires pourraient augmenter de 20% en raison de l'invasion par la Russie de l'Ukraine. Ces pays à eux deux assurent quelque 25 % des exportations de blé dans le monde et 16% des exportations de maïs.

L'Arménie dépend étroitement des importations de blé russe, qui assurait plus des deux-tiers de la demande nationale l'an dernier. La Russie fournit aussi 97% de l'huile de cuisine consommée dans le pays du Sud Caucase, et près de la moitié du sucre qu'il importe. Le premier ministre Nikol Pachinian et le ministre de l'économie Vahan Kerobian avaient indiqué début mars que le conflit en Ukraine allait nécessairement provoquer une hausse des prix de ces denrées alimentaires de base, comme d'autres, en Arménie. Kerobian avait mis en garde contre les "défis graves à notre sécurité alimentaire" ainsi occasionnés. Il avait aussi appelé les agriculteurs arméniens à étendre la superficie des terres cultivables, en faisant valoir que cette hausse des prix pourrait rendre l'activité agricole "plus lucrative". Un argument jugé peu convaincant par les principaux intéressés, qui rappellent qu'ils ne disposent pas d'espaces cultivables extensibles, dans un pays au relief heurté où les plaines sont rares et les sols souvent ingrats, malgré les campagnes intenses menées durant l'époque soviétique et ensuite pour les débarrasser des pierres volcaniques dont ils étaient criblés. En outre, la guerre en Ukraine ne pouvait plus mal tomber pour l'agriculture arménienne, qui doit faire face à des réformes structurelles majeures depuis la défaite arménienne dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020 : les Arméniens ont en effet dû céder aux Azéris d'importants territoires qu'ils exploitaient depuis trente ans non seulement pour le pâturage de leurs troupeaux, mais aussi pour des cultures céréalières et autres, dont l'essentiel de la production était destiné à l'Arménie. Celle-ci ressent durement depuis l'arrêt brutal des livraisons de produits de l'agriculture en provenance de l'Artsakh. Un volet sensible, que le fonctionnaire onusien Jehle a préféré ne pas évoquer, mettant l'accent plutôt sur la hausse des coûts des engrais, fertilisants, graines et aussi de l'essence, qui constitue une menace majeure pour le secteur agricole arménien. Il a estimé qu'un soutien plus appuyé du gouvernement à ce secteur pourrait réduire les effets de ces problèmes. "Les petits paysans, plus vulnérables, auraient plus spécialement besoin de cette assistance", a ajouté le responsable onusien. Le gouvernement avait décidé le mois dernier de subventionner les prix des engrais au profit de ces agriculteurs. La décision avait suscité la grogne d'agriculteurs moins modestes, disposant de plus de terres cultivables, qui affirmaient avoir eux aussi tout autant besoin de telles subventions.

par [Garó Ulubeyan](#) le mardi 5 avril 2022

5 avril 2022

Vent de fronde post-électoral à Vanadzor contre le gouvernement arménien

Des groupes d'opposition ont défié les autorités arméniennes lundi 4 avril à Vanadzor en les accusant de chercher à invalider leur victoire aux élections municipales de décembre 2021 au détour d'un amendement qu'ils considèrent comme inconstitutionnel. La troisième ville du pays n'a plus de maire depuis que le parti Contrat civil du premier ministre Nikol Pachinian a été battu aux élections municipales, malgré les efforts déployés pour les remporter. Le Contrat civil n'a recueilli que 25 % des suffrages, soit bien moins que l'alliance d'opposition locale dirigée par l'ancien maire de Vanadzor, Mamikon Aslanian, en tête avec 39 % des voix. Le bloc s'était allié au parti d'opposition Patrie (Hayrenik), obtenant ainsi la majorité des sièges dans le nouveau conseil municipal qui devait élire à son tour le futur maire de la ville. Aslanian était ainsi en passe de récupérer le poste qu'il avait perdu en octobre 2021. Mais dix jours après le scrutin, il a été arrêté sur des accusations de corruption qu'il a aussitôt rejetées comme politiquement motivées. Plus tard en décembre, le tribunal administratif d'Arménie a interdit au nouveau conseil municipal de Vanadzor de se réunir jusqu'à juillet de cette année, en invoquant un appel interjeté contre les résultats des élections à l'initiative d'un autre parti proche du gouvernement. Le Parlement a en toute hâte fait voter à la fin de la semaine dernière des amendements soutenus par le gouvernement autorisant Pachinian à désigner un maire en exercice, à titre provisoire, à la tête de la municipalité. Les auteurs de ce texte l'ont justifié en faisant valoir qu'il visait à remédier à l' "interruption d'une gouvernance normale " post-électorale à Vanadzor et éventuellement dans d'autres communes. Les députés de l'opposition ont rejeté un tel argument, condamnant le texte comme une nouvelle tentative de passer outre les résultats des élections locales. Les alliés politiques locaux d'Aslanian ont fait écho à de telles critiques. L'un d'eux, Vahe Dokhoyan, membre du parti Patrie, a indiqué que le gouvernement de Pachinian avait violé la

Constitution arménienne et pourrait se préparer à imposer la tenue d'une nouvelle élection municipale d'ici la fin de l'année. "Pourquoi ont-ils fait voter un tel texte par l'Assemblée nationale ? Dans le but d'installer la personne de leur choix à la tête de la commune", s'est-il exclamé, cité par RFE/RL. Dokhoyan a aussi affirmé que le gouvernement était derrière l'injonction de la cour interdisant au conseil municipal de Vanadzor de tenir des réunions.

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 5 avril 2022

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

Martine Vassal reçoit le Primat du Diocèse de l'Eglise arménienne d'Artsakh et s'inquiète de la situation dans le Haut-Karabagh

Martine Vassal, Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a reçu lundi 4 avril 2022 une délégation comprenant Monseigneur Vertanès Abrahamyan, Primat du Diocèse de l'Eglise apostolique arménienne d'Artsakh, invité par le Très Révérend Père Krikor Khachatryan, Primat du Diocèse de l'Eglise apostolique arménienne de France. Cette délégation comprenait également Robert Azilazian Président du Conseil diocésain, Maxime Sisvalian, Secrétaire du Conseil diocésain, ainsi que le Père Hovhannès Hovhannisyan, ancien Recteur du Monastère de Dadivank.

Cet échange à la teneur chaleureuse a permis, notamment, d'évoquer la situation dans le Haut-Karabagh. A cette occasion, la Présidente a condamné les incidents armés qui y sont survenus et les mouvements de troupe dans les régions de Parukh et de Khramort. Elle demande que les forces qui auraient avancé se replient sur leurs positions initiales, conformément à la déclaration de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, violé par l'Azerbaïdjan.

La question de l'approvisionnement en gaz des populations est préoccupante et Martine Vassal se félicite que le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ait soulevé cette question lors de ses récents entretiens avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais. Elle a également appelé à ce que l'approvisionnement puisse être rétabli dans les meilleurs délais, alors que les conditions météorologiques demeurent rigoureuses pour les populations vivant sur place.

Pour Martine Vassal, le conflit en Ukraine ne saurait reléguer au second plan les exactions régulières commises par l'Azerbaïdjan à l'encontre de la population de l'Artsakh et la communauté internationale se doit de condamner fermement ces actes et reconnaître le droit à l'indépendance de cette République.

par [Ara Toranian](#) le mardi 5 avril 2022

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

L'ANCA salue l'introduction de la loi sur l'éducation du génocide arménien aux Etats-Unis

Les représentants au Congrès américain, Carolyn Maloney et Gus Bilirakis sont le fer de lance d'une mesure bipartite visant à obtenir un financement de 10 millions de dollars pour l'éducation sur le génocide arménien.

Le Comité national arménien d'Amérique (ANCA) s'est félicité de l'annonce par les représentants Carolyn Maloney (D-NY) et Gus Bilirakis (R-FL) de l'introduction de la loi sur l'éducation au génocide arménien, une mesure bipartite - introduite à la suite de Reconnaissance de ce crime de génocide arménien par le Congrès américain et le président - pour financer les programmes éducatifs de la Bibliothèque du Congrès sur l'histoire, les leçons, les conséquences et les coûts actuels du génocide arménien.

Cette législation historique – fortement soutenue par le Comité national arménien d'Amérique (ANCA) – vise à fournir un financement de 10 millions de dollars sur cinq ans à la Bibliothèque du Congrès pour éduquer les Américains sur le meurtre de masse systématique et délibéré parrainé par l'État, la dépossession nationale, l'effacement culturel, et l'exil de millions d'Arméniens, de Grecs, d'Assyriens, de Chaldéens, de Syriaques, d'Araméens, de Maronites et d'autres chrétiens, entre 1915 et 1923.

"L'ANCA remercie les membres du Congrès, Maloney et Bilirakis, se félicitant de l'introduction de ce projet de loi réfléchi et opportun, présenté à la suite de la reconnaissance officielle par les États-Unis du génocide de 1915 et au milieu des efforts renouvelés de l'Azerbaïdjan et de la Turquie pour achever ce crime contre la nation arménienne » a fait remarquer le président de l'ANCA, Raffi Hamparian. « Cette législation fédérale représente une prochaine étape responsable, s'appuyant sur le souvenir américain, alertant les Américains sur la menace continue de génocide et garantissant que les générations futures bénéficient des leçons de ce crime. L'ANCA soutient pleinement ce projet de loi et attend avec impatience que cette mesure soit adoptée par le Congrès et promulguée par le président », a ajouté le président de l'ANCA.

S'appuyant sur l'adoption en 2019 des résolutions H.Res.296 et S.Res.150 – qui rejetaient spécifiquement toute association officielle des États-Unis avec la négation du génocide arménien – la loi sur l'éducation au génocide arménien cherche à contrer le discours et la propagande qui prétendent que l'état systématique et délibéré de la Turquie ottomane -les meurtres de masse, la dépossession nationale, l'effacement culturel et l'exil de millions de chrétiens entre 1915 et 1923 n'ont pas eu lieu. Source ANCA.

Krikor Amirzayan

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

Valérie Pécresse La « neutralité » ne saurait se transformer en un blanc-seing pour les agresseurs

A la veille de la présidentielle des 10 et 24 avril 2022, armenews.com diffuse en accès libre tous les interviews des candidats publiée dans NAM depuis octobre 2021 (Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Fabien Roussel, Eric Zemmour). Nous publions aujourd'hui l'interview que nous avait accordée Valérie Pécresse au moment des primaires de la droite, avant qu'elle ne soit désignée pour incarner son camp aux élections des 10 et 24 avril.

Nouvelles d'Arménie Magazine : De quoi la France a-t-elle aujourd'hui le plus besoin ? S'il n'y avait qu'une thématique à promouvoir dans votre programme, quelle serait-elle ? Et quelles seraient vos deux autres priorités ?

Valérie Pécresse : Notre pays a besoin d'ordre et d'autorité. Les personnes dépositaires de l'autorité publique en France sont trop souvent attaquées, avec des sanctions non dissuasives, parce que souvent non exécutées. Il faut un choc d'autorité. La priorité numéro un, c'est notre justice à qui on doit donner, enfin, les moyens de défendre les victimes, avec une culture du résultat : comparution immédiate systématique pour les flagrants délits ; jugements rendus - appels compris- en moins de 6 mois pour les violences et délits du quotidien ; peines exécutées dans les 3 mois ; des travaux d'intérêt général assortis aux peines de prison. Une justice efficace est avant tout une justice rapide.

NAM : Éric Zemmour qui semble donner le « la » idéologique de la droite constitue-t-il pour vous une chance ou un danger pour la France ? Une voix plus modérée a-t-elle la moindre chance de se faire entendre dans ce moment qui fait la part belle à tous les excès ?

V. P. : Mettre en place des solutions rapides, concrètes et efficaces au service des Français est au cœur de mes priorités. Ma marque de fabrique, c'est le faire. Je ne me contente pas de donner mes orientations politiques pour stopper l'immigration incontrôlée et reprendre le contrôle des frontières. Je dis comment faire lorsque je présente une loi constitutionnelle qui nous permettra d'inscrire

des quotas d'immigration par pays et de reprendre le contrôle de l'immigration. Je remettrai en cause les accords migratoires avec le Maghreb et l'Afrique subsaharienne pour instituer le principe : visas contre retour des clandestins, qui aujourd'hui ne sont pas beaucoup expulsés. Le 24 avril 2022, il faut proposer aux Français un programme crédible, constructif, prêt à être mis en œuvre rapidement. C'est l'objectif que je poursuis. Éric Zemmour agite les problèmes, mais ne présente aucune solution.

NAM : Pensez-vous qu'il y a un vrai risque de fragmentation communautaire dans le pays ? Et comment y remédier ?

V. P. : Oui, les fractures sociales et territoriales n'ont jamais été aussi fortes. La question des banlieues a été laissée en friche par Emmanuel Macron pendant des années malgré mes nombreuses alertes. Il y a urgence à Faire. Cela passe d'abord par l'école, qui doit être la fabrique de la Nation, et qui doit arrimer les jeunes aux valeurs de la République et inculquer l'attachement à la France et à son histoire, loin de ceux qui veulent déconstruire notre histoire. Cela passe aussi par une politique renouvelée de nos banlieues qui favorise la mixité sociale. Comme je l'ai fait au sein de la région Île-de-France, j'introduirai une clause anti-ghetto, qui fixe à 30 % le plafond maximum de logements sociaux dans un quartier. Nous ne finançons plus sur le territoire francilien les communes qui veulent dépasser ce plafond. Voilà un dispositif que je veux généraliser partout en France !

NAM : Les raids anti-arméniens lancés durant l'été dernier par des organisations apparentées aux Loups Gris ont provoqué l'interdiction de cette organisation extrémiste. Mais au-delà de ces agissements, les tentatives d'Erdogan de créer de filiales de l'AKP en France et en Europe, ne constituent-elles pas un vrai danger pour nos démocraties ?

V. P. : Ces violences ont été inacceptables et intolérables. Je condamne les agressions des « Loups gris » - groupuscule d'extrême-droite paramilitaire turc - qui, enfin, a été dissout. Les propagateurs de haine doivent être sanctionnés sévèrement et rapidement. J'apporte tout mon soutien à nos compatriotes d'origine arménienne !

NAM : Pourra-t-on compter sur vous pour obtenir enfin une loi de pénalisation du négationnisme du génocide arménien ?

V. P. : Oui, le négationnisme du génocide arménien doit être réprimé. Malgré la loi du 29 janvier 2001 reconnaissant officiellement le génocide arménien de 1915, beaucoup d'actes négationnistes restent impunis. Il faut franchir une nouvelle

étape pour conférer toute sa force juridique et tout son sens à la reconnaissance du génocide arménien en France.

NAM : Les autorités françaises en ont-elles fait assez lors de l'offensive lancée l'année dernière par le régime Aliev contre la République du Haut-Karabakh et contre l'Arménie, îlot de démocratie dans la région ?

V. P. : J'ai plaidé avec beaucoup d'autres élus pour que la France réexamine sa stratégie dans ce conflit. Bien sûr, la diplomatie française ne ménage pas ses efforts, et je mesure toute l'énergie qui a été déployée pour œuvrer en faveur d'une paix durable. En tant que coprésidente du groupe de Minsk, aux côtés de la Russie et des États-Unis, mis en place pour rechercher une résolution pacifiste dans ce conflit, la France a invoqué une position de neutralité. Pour autant, au regard des événements dramatiques survenus à l'automne dernier, j'aurais aimé qu'elle infléchisse sa stratégie et fasse évoluer son positionnement. La position de neutralité de la France ne saurait, en effet, se transformer en un blanc-seing aux offensives des agresseurs qui ont, pour seul objectif, la disparition des populations arméniennes de ce territoire. La France devrait faire de la reconnaissance du Haut-Karabakh un instrument fort de négociations pour contribuer à la mise en place d'une paix définitive dans ce territoire, c'est à ce prix que la protection des Arméniens sera assurée durablement.

NAM : Le régime azerbaïdjanais est actuellement sur la sellette tant pour ses atteintes aux droits de l'homme à l'intérieur du pays que pour ses pratiques de corruption sur des élus européens. Comment contrer « la diplomatie du caviar » en France et en Europe ?

V. P. : Ces pratiques sont condamnables et il faut y mettre un terme. Pour cela, les institutions internationales et européennes doivent se doter de règles strictes encadrant précisément les pratiques de lobbying et de réception de dons ou de cadeaux.

Propos recueillis par
Marie-Aude Panossian

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

Les provocations de l'Azerbaïdjan depuis le 25 novembre 2020 à la frontière de l'Arménie et en Arménie même en chiffres : 16 citoyens arméniens tués, 24 portés disparu, 22 capturés et 25 blessés

Depuis le 9 novembre 2020, l'Azerbaïdjan a mené 68 provocations à la frontière avec l'Arménie, dont 42 ont eu lieu entre mai et août 2021. L'Institut arménien pour la sécurité internationale a publié un rapport détaillé présentant la politique provocatrice de l'Azerbaïdjan ces dernières années. Selon le groupe d'experts-analystes, le document peut être utilisé dans les négociations, ouvrant à nouveau regard précis et vrai à la communauté internationale.

Ces attaques azéries ont eu lieu sur les régions de Gegharkounik, Syunik, Ararat et Vayots Dzor . Ces régions du territoire souverain de l'Arménie furent victimes d'attaques ou invasions de l'Azerbaïdjan après la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 signée entre la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

« Depuis le 25 novembre 2020, les forces armées azéries ont pris pour cible le village de Sotk dans la région de Gegharkounik, Kornidzor dans la région de Syunik, Yeraskh dans la région d'Ararat, Khachik dans la région de Vayots Dzor et les environs. 25 furent blessés, 22 capturés et 16 tués. 24 citoyens arméniens sont portés disparus » indique un responsable de l'étude, Styopa Safaryan.

Évincer les questions du statut de l'Artsakh de l'agenda du conflit du Karabakh, faire avancer les approches azéries de l'accord de paix, influencer Erevan officiel, forcer l'Arménie à fournir le « *corridor* » extraterritorial Azerbaïdjan-Nakhitchevan en violation du droit international ; Tels sont les principaux objectifs des provocations azéries, explique Styopa Safaryan. Source Radiolur.

Krikor Amirzayan

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 avril 2022

L'ambassadrice des Etats-Unis en Arménie a rencontré les proches des militaires Arméniens détenus en Azerbaïdjan

L'ambassadrice des États-Unis en Arménie, Lynn Tracey, a rencontré les proches des militaires Arméniens prisonniers de l'Azerbaïdjan en 2020 et 2021 illégalement détenus à ce jour.

L'ambassade des États-Unis en Arménie informe que les questions relatives aux droits de l'homme ont été au centre des discussions, notamment l'accord de cessez-le-feu de novembre 2020. Et notamment l'Article 8 de la déclaration tripartite de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie sur l'échange des corps des prisonniers de guerre, des otages, d'autres détenus et des morts, selon la Convention de Genève.

« Nous demandons instamment la libération de tous les détenus, en tenant compte du sort des familles qui n'ont aucune information sur le lieu où se trouvent leurs proches, et redoubler d'efforts pour obtenir des informations sur les militaires portés disparus, y compris ceux des années 1990 » indique le communiqué de l'Ambassade des Etats-Unis à Erévan.

Krikor Amirzayan